

que l'on ne tienne compte de leurs connaissances, de leur expérience ou de leur compétence. Je me révolte à l'idée qu'il y a ici des députés vieux-jeu qui refusent d'admettre que les femmes font l'objet d'une discrimination au sein de la population active et de notre société en général. Je pourrais citer aux députés des dizaines de cas, à l'Université de la Saskatchewan, démontrant jusqu'à quel point il est difficile pour les femmes de trouver du travail. La plupart de celles qui réussissent à trouver du travail doivent accepter des emplois mal rémunérés de serveuses ou de secrétaires. Le gouvernement doit prendre des mesures pour améliorer leur situation sans tarder; il y a déjà des années que nous aurions dû réformer notre système.

Mme MacInnis: Bravo!

M. Nystrom: Le résultat de la situation que j'ai exposée, c'est que les étudiants contestent de plus en plus la valeur du régime universitaire. Je me souviens que dans les années 60, on nous disait: si vous allez à l'université, vous aurez une garantie pour la vie; vous aurez toujours un revenu plus élevé; vous aurez des chances d'obtenir un bien meilleur emploi que les autres; il vous sera beaucoup plus facile de bien élever votre famille. Aujourd'hui, nous nous apercevons que ce n'est pas vrai, du moins dans le cas de bon nombre des gens qui quittent nos universités, et les vieilles valeurs sont détruites lorsque nous voyons que des diplômés, bacheliers ou licenciés, ne peuvent trouver de travail, ou trouvent un emploi qu'ils auraient pu occuper sans faire d'études universitaires. Ils voient parmi leurs voisins des gens qui ont abandonné leurs études secondaires et qui, avec un emploi syndiqué, gagnent entre \$10,000 et \$13,000 par an, alors qu'eux, qui ont fait des études universitaires, n'en gagnent pas autant. Je le répète, bien des jeunes contestent la valeur du régime universitaire aujourd'hui.

Les universités sont de plus en plus réservées à une élite. Le gouvernement conservateur de l'Ontario vient d'augmenter les frais d'inscription. Les universités deviennent ainsi réservées à une élite. La plupart des étudiants qui obtiennent leurs diplômes d'avocat, de médecin ou d'administrateur viennent de la haute bourgeoisie. C'est presque comme s'ils héritaient un diplôme de médecine ou de droit. Bien souvent, leur père et mère travaillent eux-mêmes dans ces professions; ces jeunes disposent de beaucoup d'argent; ils ont été élevés dans le bon milieu pendant qu'ils allaient en classe. Quiconque a étudié la psychologie sait que les jeunes sont influencés par leur milieu, par leur famille, par les livres qu'ils ont chez eux. Il est évident que l'accès à un régime universitaire coûteux tend à être limité aux fils et filles des riches. Ce sont eux qui iront à l'université et réussiront à obtenir les bons emplois. Il est temps que nous attaquions le problème à la racine et que nous établissions des programmes applicables à la classe ouvrière, aux jeunes agriculteurs, aux jeunes gens moyens du Canada. Il est temps que nous renoncions aux vieilles politiques qui de toute évidence échouent, puisque la moitié des chômeurs ont moins de 25 ans.

Voyez certaines des solutions que nous a données le gouvernement libéral. Bon nombre d'entre elles étaient des solutions à court terme. Certaines n'étaient qu'une façade. D'autres, un geste condescendant. De toute évidence, ces réponses ont été futiles. Certaines ont été bonnes.

Il y a quelques semaines, le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Mackasey) a présenté des modifications à la loi sur la formation professionnelle des adul-

tes tendant à réduire de trois ans à un an le nombre d'années durant lesquelles une personne doit avoir fait partie de la main-d'œuvre active pour être admissible aux allocations sous le régime de la loi. L'initiative est bonne; c'est une amélioration. C'est une mesure que plusieurs d'entre nous avons proposée pendant des années en même temps que les représentants d'organismes qui s'intéressent aux jeunes.

Or, examinons le programme Perspectives-Jeunesse. Plusieurs d'entre nous croient qu'elle est excellente l'idée qui permet aux jeunes de présenter au ministère des programmes dans lesquels ils sont intéressés, de créer leurs propres emplois et de réaliser leurs propres objectifs. En pratique, voici ce qui est arrivé: les emplois sont allés à des étudiants qui n'en n'ont réellement pas besoin. Témoin les constatations du rapport Cohen. Plusieurs des emplois sont allés à des fils et à des filles de la haute bourgeoisie. Ces jeunes sont les mieux en mesure de remplir des formules de demandes; ce sont eux qui ont les contacts nécessaires et qui peuvent se permettre des risques parce qu'ils peuvent toujours s'appuyer sur le compte en banque de la famille. Je le répète, le gouvernement le sait trop bien. Je demande aux honorables représentants d'en face de faire quelque chose pour s'assurer que les emplois reliés au programme Perspectives-Jeunesse aillent à ceux qui en ont réellement besoin et non pas à ceux qui peuvent s'en passer.

A ce sujet, je voudrais en outre mentionner le programme de voyages-échanges et les voyages subventionnés. Encore ici, bon nombre de ces subventions vont à des gens qui n'en ont pas réellement besoin; elles vont à des gens qui travailleraient ou feraient quelque chose d'autre de toute façon. Un communiqué du Secrétariat d'État en date du 25 mai annonçait l'octroi de subventions de voyages à des orchestres de jeunes en Alberta. Je n'ai rien contre les orchestres de jeunes ni contre le travail qu'ils peuvent poursuivre, mais je conteste la validité de subventions dans ces circonstances. Je cite un extrait du communiqué.

Une subvention de \$11,375 à l'orchestre des jeunes d'Edmonton pour permettre à 100 de ses membres de séjourner du 22 juillet au 17 août à Lausanne, en Suisse, pour 2 semaines, et ensuite en Allemagne et en Autriche.

Naturellement, l'orchestre donnera des concerts, et séjournera en Allemagne et en Autriche. La deuxième subvention, qui s'élève à \$7,500, a été attribuée à l'orchestre des jeunes de Calgary; 75 étudiants prendront part à une tournée de concerts en Angleterre, en Allemagne et en Hollande du 2 juillet au 1^{er} août. Au lieu de dépenser ainsi cet argent, il serait préférable de l'employer à aider les gens qui resteront au pays, les gens qui en ont besoin pour leur subsistance ou pour terminer plus tard peut-être ou leurs études secondaires supérieures ou universitaires. En dépit de ces programmes, non seulement rencontrons-nous plus de gens en chômage et vivant dans une situation économique difficile, mais aussi plus de mécontents, ce qui ajoute aux tensions qui existent surtout dans nos grandes villes. A moins de mesures correctives prises sans tarder, la violence augmentera dans l'avenir. De toute évidence, il nous faut rechercher d'autres solutions.

• (1510)

Il y a des gens qui capitulent, qui se contentent de l'assistance publique parce qu'ils n'ont pu trouver d'emploi et n'ont pas d'autre choix. Ils sont pris dans un système qui les encourage à ne pas trouver de travail ou à ne pas essayer d'en trouver. Il y a aussi des personnes